

*Antonio*  
GRAMSCI



Actuel  
Marx

*DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:* Frédéric MÉRIOT

*DIRECTEUR HONORAIRE:* Jacques BIDET

*DIRECTEUR:* Emmanuel RENAULT

*COMITÉ ÉDITORIAL:* Tony ANDRÉANI, Étienne BALIBAR, Gérard DUMÉNIL, Franck FISCHBACH, Stéphane HABER, Jean-Marc LACHAUD, Christian LAZZERI, Jean-Jacques LECERCLE, Jean LOJKINE, Michael LÖWY, Géraud de la PRADELLE.

*COMITÉ DE RÉDACTION:* Tony ANDRÉANI, Christian BARRÈRE, Hourya BENTOUHAMI, Michèle BERTRAND, Annie BIDET MORDREL, Jacques BIDET, Guillaume BOCCARA, Déborah COHEN, Jean-Claude DELAUNAY, Elsa DORLIN, Jean-Numa DUCANGE, Frédéric Guillaume DUFOUR, Gérard DUMÉNIL, Jules FALQUET, Franck FISCHBACH, Florence GAUTHIER, Jacques GUILHAUMOU, Stéphane HABER, Geneviève KOUBI, Jean-Marc LACHAUD, Jean-Jacques LECERCLE, Dominique LÉVY, Jean LOJKINE, Michael LÖWY, Olivier NEVEUX, Jérôme-Alexandre NIELSBERG, Franck POUPEAU, Yvon QUINIOU, Emmanuel RENAULT, Violaine ROUSSEL, Nicolas TERTULIAN, Bruno TINEL, André TOSEL, Michel VAKALOULIS.

*ÉDITION ESPAGNOLE (CHILI):* Maria Emilia TIJOUX

*CORRESPONDANTS À L'ÉTRANGER:* Stefano PETRUCCIANI (Italie), Yoichi SAKURAMOTO (Japon), Jean-Philippe DERANTY (Australie), Michael KRÄTKE (Pays-Bas), Éric PINAULT (Québec).

*SECRETARIAT DE RÉDACTION:* Sébastien HENRY

*RÉDACTION-ADMINISTRATION:*

ACTUEL MARX, 200 rue des Pyrénées, 75020 Paris

Fax: +33 1 4695 03 51

E-mail: [actuelmarx@u-paris10.fr](mailto:actuelmarx@u-paris10.fr)

Internet: <http://actuelmarx.u-paris10.fr>

#### ABONNEMENT

Tarif 2015 / 2 numéros de 224 pages	Particuliers	Institutions
Abonnement France	47 € TTC	57 € TTC
Abonnement Étranger	55 € HT	70 € HT
TVA 5,5 %		

#### ADRESSEZ VOTRE CHÈQUE ET LE BON CI-DESSOUS À :

Presses Universitaires de France – Département des Revues, 6 avenue Reille,  
75014 Paris – France – Tél.: +33 1 58 10 31 00 / Fax: +33 1 58 10 31 82  
IBAN: FR40 2004 1000 0100 3923 3A02 062 / BIC: PSSTFRPPPAR  
E-mail: [revues@puf.com](mailto:revues@puf.com)

#### Je m'abonne à ACTUEL MARX

Ci-joint un chèque de .....€ (paiement par carte bancaire ou virement accepté)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Rue .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

Email .....



Actuel  
Marx  
n° 57

Premier semestre 2015

# Antonio GRAMSCI

*Publié avec le concours de l'équipe Sophiapol, de l'Université Paris Ouest  
Nanterre La Défense, et du Centre national du livre*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Conception et réalisation graphique :  
belle mécanique

ISBN 978-2-13-065080-5  
Dépôt légal – 1<sup>re</sup> édition : avril 2015  
© Presses Universitaires de France, 2015  
6, avenue Reille, 75014 Paris

# SOMMAIRE

**PRÉSENTATION** ..... 7

## DOSSIER

Romain DESCENDRE et Jean-Claude ZANCARINI

« Le rythme de la pensée en développement ». Le renouveau des études gramsciennes en Italie ..... 12

Fabio FROSINI

Hégémonie: une approche génétique ..... 27

Daniel FRANDJI

Rapport pédagogique et école unitaire dans la conceptualisation gramscienne du pouvoir ..... 43

Vittorio MORFINO

Althusser lecteur de Gramsci ..... 62

Gianfranco REBUCINI

Culture, hégémonie et subjectivités.

« Traductions » de Gramsci dans les sciences sociales critiques anglophones ..... 82

Alvaro BIANCHI

Gramsci interprète du Brésil ..... 96

Riccardo CIAVOLELLA

Un nouveau prince au-delà des antinomies :

lectures de Gramsci dans les mouvements sociaux contemporains ..... 112

## INTERVENTIONS

Michael QUANTE

L'enterrement du politique dans la métaphysique de Karl Marx ..... 126

Fabrizio CARLINO

Sur l'introduction du matérialisme dialectique en France : le programme du cercle de la Russie

neuve dans le processus de formation du « rationalisme moderne » ..... 142

Christophe DARMANGEAT

Certains étaient-ils plus égaux que d'autres ?

I - Formes de domination sous le communisme primitif ..... 156

Jean-Marie HARRIBEY

Au cœur de la crise sociale et écologique du capitalisme :

la contradiction entre richesse et valeur ..... 173

## EN DÉBAT

Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY

Économie et politique des thèses de Thomas Piketty

II – Une lecture alternative de l'histoire du capitalisme ..... 187

## LIVRES

PHILOSOPHIE ..... 206

- Luc VINCENTI (dir.), *Dialectique et histoire* (J. GUILHAUMOU)
- YVON QUINIOU, *Critique de la religion. Une imposture intellectuelle et morale* (A. TOSEL)

MARXISMES ANGLOPHONES ..... 209

- Fabien TARRIT, *Le marxisme analytique. Une introduction critique* (B. TINEL)
- Jonathan MARTINEAU (dir.), *Marxisme anglo-saxon : figures contemporaines*. De Perry Anderson à David McNally (J. VEILLETTE)
- David HARVEY, *Brève histoire du néolibéralisme* (Cécile PIRET)

ESTHÉTIQUE ..... 215

- Isabelle GARO, *L'Or des images* (V. CHANSON)
- Kevin Floyd, *La réification du désir. Vers un marxisme queer* (J.- M. LACHAUD)

ABSTRACTS ..... 218

AUTEURS ..... 221

## PRÉSENTATION

Antonio Gramsci est, à l'intérieur des traditions issues de Marx, l'un de ceux qui a le moins pâti de la disqualification de tout ce qui peut évoquer le marxisme, disqualification qui a suivi le double écroulement du « bloc de l'Est » et des idéologies communistes. En témoigne notamment le fait que son œuvre ait pu nourrir, à une échelle mondiale, la nouvelle historiographie qui s'est développée autour des *Cultural, Subaltern et Post-Colonial Studies*. Si cette œuvre, et en particulier les *Cahiers de prison*, demeure aujourd'hui encore stimulante, c'est sans doute parce qu'avec une liberté intellectuelle et une érudition hors du commun, Gramsci a su nourrir sa pensée politique d'une réflexion historique exigeante inspirée par des traditions d'études particulièrement fortes en Italie. La vigueur singulière de la pensée gramscienne tient pour beaucoup à son refus de séparer la théorie politique d'une réflexion sur les conditions historiques de possibilité et les limites propres de la perspective révolutionnaire dans une conjoncture spécifique

On a connu en France plusieurs phases d'intérêt pour la pensée de Gramsci; après une période d'interprétation orthodoxe qui insistait sur le « léninisme » de Gramsci, on a assisté à un moment d'élaboration théorique fructueux mettant en évidence la distance qu'il prend souvent avec le « canon » du matérialisme dialectique. Ce second moment a été marqué par la publication d'anthologies de textes gramsciens et de travaux interprétatifs, par l'un des fondateurs d'*Actuel Marx*, Jacques Texier<sup>1</sup> et par André Tosel<sup>2</sup>, ainsi que par le livre *Gramsci et l'État* de Christine Buci-Glucksmann<sup>3</sup>. La richesse de ces travaux, ainsi que l'édition des *Écrits politiques* et des *Cahiers de prison* (chez Gallimard, à l'initiative de Robert Paris), laissait présager de nouveaux développements. Depuis une vingtaine d'années, cependant, rares ont été en France les travaux s'inspirant d'Antonio Gramsci, alors même qu'ils n'ont jamais cessé de prospérer ailleurs (on pense à sa présence en Amérique latine, aux travaux de l'International Gramsci Society, et à l'usage fréquent de ses concepts dans différents secteurs des sciences sociales anglo-saxonnes). Mais un net regain d'intérêt dans le contexte francophone est actuellement en cours<sup>4</sup>. C'est dans

1. Texier Jacques, *Gramsci*, Paris, Seghers, « Écrivains de tous les temps », 1966. Parmi les nombreux articles de Jacques Texier, mentionnons également l'article classique « Gramsci, théoricien des superstructures », *La Pensée*, n° 139, 1969, pp. 35-60.

2. Tosel André, *Gramsci. Textes*, Paris, Éditions sociales, « Essentiel », 1983. Du même, voir notamment *Marx en italiques. Aux origines de la philosophie italienne contemporaine*, Mauvezin, TER, 1991.

3. Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État. Pour une théorie matérialiste de la philosophie*, Paris, Fayard, 1975.

4. Regain dont témoignent un colloque de 2013 intitulé « Gramsci Renaissance » (dont les actes sont annoncés en 2015 aux Éditions sociales), la parution d'une nouvelle anthologie (celle de Razmig Keucheyan : *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2011), le DVD de Fabien Trémeau (Paris, Delga, 2013), et la toute récente réédition des *Textes* introduits par André Tosel (Montreuil, Le temps des cerises, 2014).

des travaux italiens nous fournissent dès maintenant les instruments pour une telle approche. ■

—  
26  
—

## HÉGÉMONIE: UNE APPROCHE GÉNÉTIQUE

Par Fabio FROSINI

La théorie gramscienne de l'hégémonie, que l'on considère aujourd'hui comme l'un des résultats les plus importants et actuels de l'élaboration effectuée dans les *Cahiers de prison*, est habituellement interprétée comme une théorie du pouvoir dans les sociétés « complexes », c'est-à-dire dans les situations caractérisées par une forte structuration et différenciation sociales ou privées, politiques ou publiques. Cette lecture, initiée dans les années 1960<sup>1</sup>, a été traduite par la suite dans des formulations d'une grande netteté<sup>2</sup>, qui sont encore reprises actuellement<sup>3</sup>. Cette contribution entend mettre en discussion une telle image, qui a fini par faire de l'hégémonie une interprétation de la lutte politique dans les sociétés « démocratiques ». On adoptera à cette fin une perspective historique. On constatera ainsi qu'on ne peut interpréter la notion de « démocratie » chez Gramsci comme elle l'a été couramment après 1945 et que la question que Gramsci se propose de considérer en travaillant sur le concept d'hégémonie ne consiste pas à se demander comment il est possible de mener une lutte politique dans les sociétés « occidentales » démocratiques opposées aux sociétés « orientales » caractérisées par l'absence d'une vraie « société civile » et par l'autoritarisme. Cette question n'avait alors aucune actualité tandis qu'il était extrêmement urgent pour Gramsci, dans une Italie fasciste et une Europe qui se « corporatisait<sup>4</sup> », de réfléchir à la façon dont il était encore possible de proposer *concrètement* une perspective stratégique communiste.

Plus généralement, une perspective historique sera adoptée tant pour l'approche sémantique des termes que pour la reconstruction de la théorie même de l'hégémonie<sup>5</sup>. L'hégémonie telle qu'on la conçoit habituellement

—  
27  
—

1. Bobbio Norberto, « Gramsci e la concezione della società civile », in *Gramsci e la cultura contemporanea*, a cura di P. Rossi, Roma, Editori Riuniti, 1969-1970, vol. I, pp. 75-100.

2. En particulier Bucì-Glucksmann Christine, *Gramsci et l'État. Pour une théorie matérialiste de la philosophie*, Paris, Fayard, 1975.

3. Ainsì Fontana Benedetto, « Hegemony and Power in Gramsci », in R. Howson, K. Smith (eds.), *Hegemony. Studies in Consensus and Coercion*, New York, Routledge, 2008, pp. 80-106.

4. À propos du débat des années 1920-1930 sur le corporatisme, voir Maier Charles S., *Recasting bourgeois Europe. Stabilization in France, Germany, and Italy in the Decade after World War 1*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1975; Salsano Alfredo, *Ingegneri e politici. Dalla razionalizzazione alla « rivoluzione manageriale »*, Torino, Einaudi, 1987, pp. 3-60. Gramsci pense que le corporatisme fasciste est en quelque sorte le point de départ de ce débat, auquel il sert de modèle.

5. Pour une approche génétique, voir Francioni Gianni, « Egeonia, società civile, Stato. Note per una lettura della teoria politica di Gramsci », *L'officina gramsciana. Ipotesi sulla struttura dei « Quaderni dal carcere »*, Napoli, Bibliopolis, 1984, pp. 147-228; Cospito Giuseppe, « Egeonia », *Le parole di Gramsci. Per un lessico dei « Quaderni dal carcere »*, a cura di F. Frosini, G. Liguori, Roma, Carocci, 2004, pp. 74-92.

est élaborée avant les *Cahiers de prison* (dans cette contribution, nous la nommerons théorie *standard*) ; dans ces derniers, elle connaît des innovations substantielles qui répondent à la nécessité de repenser la lutte politique en fonction du nouveau contexte italien et européen issu de la Première Guerre mondiale.

#### QUAND LA THÉORIE DE L'HÉGÉMONIE NAÎT-ELLE ?

L'interprétation de l'hégémonie comme primat de la culture dans la lutte politique et dans la vie étatique revient à réduire l'usage de cette notion dans les *Cahiers de prison* à ce qui en était dit dans les écrits qui précèdent l'arrestation de Gramsci, au moment où celui-ci élaborait la nouvelle ligne stratégique du PCd'I en s'appropriant et en « traduisant » la conception léniniste de l'hégémonie (alliance des ouvriers et des paysans). Dans ces écrits, on trouve déjà l'idée d'une plus grande « résistance » des pays de l'Europe occidentale à l'action révolutionnaire, en raison de la complexité de leurs superstructures, et l'idée de la nécessité pour la classe ouvrière, face à un capitalisme relativement moins développé (comme en Italie), de construire un front de lutte plus large, en ralliant à sa propre cause les masses paysannes.

Le lien entre, d'une part, le fait qu'il est plus difficile de donner naissance à un mouvement révolutionnaire en Occident et, d'autre part, la plus grande résistance manifestée par des superstructures complexes et articulées les unes aux autres est énoncé dans la lettre que Gramsci adresse de Vienne, le 9 février 1924, à « Palmi [Togliatti], Urbani (Terracini) et C. » :

[...] en Europe centrale et occidentale, le développement du capitalisme a déterminé non seulement la formation de larges strates prolétariennes, mais il a aussi, pour la même raison, créé la strate supérieure, l'aristocratie ouvrière avec son annexe, la bureaucratie syndicale. La détermination, qui en Russie était directe et lançait les masses dans les rues à l'assaut révolutionnaire, se complique en Europe centrale et occidentale du fait de toutes ces superstructures politiques, créées par le développement supérieur du capitalisme, ce qui rend plus lente et plus prudente l'action de la masse et demande donc au parti révolutionnaire toute une stratégie et une tactique bien plus complexes et de plus longue haleine que celles qui furent nécessaires aux bolcheviks dans la période de mars à novembre 1917<sup>6</sup>.

Cette analyse est reformulée ensuite, au contact de la situation concrète italienne, dans la distinction entre pays capitalistes relativement avancés et relativement arriérés. Dans son rapport au comité exécutif du PCd'I du 2-3 août 1926, Gramsci affirme :

Dans les pays à capitalisme avancé, la classe dominante possède des réserves politiques et organisatrices qu'elle ne possédait pas, par exemple, en Russie. [...] Dans les États périphériques [...], comme l'Italie, la Pologne, l'Espagne et le Portugal, les forces étatiques sont moins efficaces. Mais dans ces pays, [...] entre le prolétariat et le capitalisme s'étend une large strate de classes intermédiaires qui veulent mener, et qui en un certain sens réussissent à le faire, une politique propre avec des idéologies qui influencent souvent de larges strates du prolétariat, mais qui ont une influence particulière sur les masses paysannes<sup>7</sup>.

De 1924 à 1926, l'analyse s'est enrichie de divers éléments. Premièrement, la « complexité » provient de la présence d'un appareil étatique qui est aussi, mais pas seulement, répressif. Un tel appareil est le facteur de cohésion, dans les moments d'urgence également, de tous les éléments qui se trouvent déjà distribués dans les différents lieux des superstructures politiques. Deuxièmement – et ce point est particulièrement important –, il faut distinguer entre, d'une part, les aristocraties ouvrières et, d'autre part, les « classes intermédiaires » qui accèdent à un rôle politique autonome, en raison de leur capacité à mobiliser des parties du prolétariat et surtout les masses paysannes (sur lesquelles elles exercent « une influence particulière »).

Ce lien entre petite-bourgeoisie et paysans est particulièrement important, du point de vue politique, pour l'Italie. Dès janvier 1926, Gramsci avait mis en évidence le lien entre fascisme et campagne :

La situation italienne est caractérisée par le fait que la bourgeoisie est organiquement plus faible que dans d'autres pays et ne se maintient au pouvoir que dans la mesure où elle réussit à contrôler et à dominer les paysans. Le prolétariat doit lutter pour arracher les paysans à l'influence de la bourgeoisie et les mettre sous sa direction politique<sup>8</sup>.

6. Togliatti Palmiro, *La formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano nel 1923-1924*, Roma, Editori Riuniti, 1984<sup>4</sup>, pp. 196-197.

7. Gramsci Antonio, *La costruzione del Partito comunista. 1924-1926*, a cura di E. Fubini, Torino, Einaudi, 1971, pp. 121-122.

8. Gramsci Antonio, « Intervento alla Commissione politica del PCd'I », *ibidem*, p. 486.

La thèse de la plus grande résistance des sociétés civiles occidentales et la distinction entre situations arriérées et avancées *naissent ensemble* de la même exigence de formuler des analyses appropriées à la situation italienne et de traduire en langue italienne la problématique de l'hégémonie du prolétariat. Bien sûr, la viscosité traditionnelle des situations arriérées et l'articulation organisationnelle des situations avancées ne sont pas la même chose. La première offre, paradoxalement, de plus grandes marges de manœuvre aux forces révolutionnaires, en ce qu'elle est typique d'une nation dans laquelle les forces bourgeoises sont *divisées*<sup>9</sup>.

### LA THÉORIE STANDARD DE L'HÉGÉMONIE

Dès lors, une double question se dessine. D'un côté, Gramsci analyse le fascisme en tant qu'il introduit une discontinuité dans le système de pouvoir de la bourgeoisie, de l'autre, il fait émerger des éléments de continuité de longue durée. Dans ces deux perspectives, la question de l'orientation politique des masses paysannes apparaît comme politiquement décisive. Selon Gramsci, en effet, le fascisme poursuit « la réalisation d'un plan d'unification organique de toutes les forces de la bourgeoisie sous le contrôle d'une seule centrale (direction du parti fasciste, grand conseil et gouvernement) » en obtenant « dans cette direction des résultats qui ne peuvent être mis en doute »<sup>10</sup>. Mais en conséquence de cette centralisation organique, qui repropose, sous une forme plus agressive et complète<sup>11</sup>, la politique « libérale » de Giolitti, « on voit apparaître [...] de profondes réactions des masses », en particulier « le détachement toujours plus net des populations agraires du Mezzogiorno et des Îles vis-à-vis du système des forces qui régissent l'État. La vieille classe dirigeante locale [...] n'exerce plus de façon systématique sa fonction d'anneau de jonction avec l'État. La petite bourgeoisie tend donc à se rapprocher des paysans »<sup>12</sup>.

Le Sud est donc la réserve du fascisme mais aussi son point faible. Aussi la fonction des intellectuels devient-elle décisive. Dans les « Notes sur le problème méridional et sur l'attitude à cet égard des communistes, des socialistes et des démocrates », écrites durant l'été et l'automne 1926, Gramsci introduit les deux concepts nouveaux de « bloc intellectuel » (« armure flexible mais très résistante du bloc agraire ») et d'« intellectuels comme masse » parmi lesquels il faut introduire « une fracture de caractère organique »<sup>13</sup>. Dans la

tension entre ces deux réalités (la première concerne le Sud, la seconde le pays tout entier) se définissent les différentes « situations » qui peuvent être à l'origine de la « paralysie » du lien entre économie et politique.

Mais la question se déplace aussi sensiblement. En effet, si la clé de voûte de l'unification des classes sociales est la *fonction intellectuelle*, qui est en même temps économique, politique et culturelle, l'idée même d'une « détermination » de la politique par l'économie (comme sphères réciproquement externes, dont l'une serait déterminante « en dernière instance »<sup>14</sup>) perd sa signification. La fonction intellectuelle n'annule pas la notion de « détermination », mais la déplace dans une dimension politique et organisationnelle qui supprime l'extériorité entre les différents niveaux (et supprime donc l'idée de « dernière instance »). Est présente ici en germe la définition du marxisme comme « philosophie de la praxis » et cela démontre aussi que théorie de l'hégémonie et philosophie de la praxis ne peuvent être comprises séparément<sup>15</sup>.

On peut donc dire que l'idée d'un système de pouvoir complexe, résistant aux attaques immédiates, et d'une variante spécifiquement italienne de ce système, caractérisée par la centralité politique de la relation entre paysans et petite-bourgeoisie, *précède l'arrestation* de Gramsci. Cette idée se condense dans la notion d'« intellectuels », dont celle d'hégémonie – qui pour l'heure n'est déclinée que comme « hégémonie du prolétariat » – demeure distincte, même si, dans les *Notes* de 1926, commence à apparaître une tendance à une absorption réciproque. En effet, Gramsci observe que le rapport entre le parti communiste et « des strates déterminées d'intellectuels de gauche » comme Piero Gobetti et Guido Dorso est essentiel pour la désagrégation du bloc social méridional et donc national<sup>16</sup>. Pour que le prolétariat puisse exercer une hégémonie sur les paysans, un chaînon intermédiaire est donc requis : *les intellectuels démocrates*.

La notion d'intellectuels élargit le spectre de l'analyse du pouvoir, en ajoutant à l'analyse de l'appareil répressif celle des systèmes qui légitiment l'existence de la condition subalterne à tous les niveaux de la société, du rural (« il exerce la fonction d'intermédiaire entre le paysan et l'administration en général<sup>17</sup> ») à l'industriel (« l'organisateur technique, le spécialiste de la science appliquée [...] avec toutes ses caractéristiques d'ordre et de discipline intellectuelle<sup>18</sup> »). Dans les deux cas, ce qui permet la légitimation de la subalternité par cette couche n'est pas la seule production de

9. Sur le lien entre « la situation italienne » et la notion d'hégémonie voir Portantiero Juan Carlos, *Los usos de Gramsci*, [s.l.], Folios Ediciones, 1981, pp. 123-126.

10. « Elementi della situazione », *L'Unità*, II, 1925, n. 262, 24 novembre, p. 86. Voir aussi « La situazione italiana e i compiti del PCI, Tesi approvate dal III Congresso del Partito Comunista Italiano », *ibidem*, p. 495.

11. Gramsci Antonio, *ibidem*, p. 498 : « Le contrôle sur les associations empêche toute forme permanente 'légal' d'organisation des masses. »

12. *Ibidem*, p. 497.

13. Gramsci Antonio, « Note sul problema meridionale e sull'atteggiamento nei suoi confronti dei comunisti, dei socialisti e dei democratici », a cura di F. M. Biscione, *Critica marxista*, XXVIII, n° 3, 1990, pp. 51-78, ici pp. 77-78.

14. Althusser – sans que sa position puisse être assimilée à celle de Gramsci – dans « Contradiction et surdétermination » (*Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965, pp. 112-113) insiste sur le caractère problématique de cette notion. Dans cet article, il renvoie deux fois à Gramsci, une fois, en particulier, à son concept d'hégémonie, qu'il définit comme un « remarquable exemple d'une esquisse de solution théorique aux problèmes de l'interpénétration de l'économique et du politique » (*ibidem*, p. 114 note).

15. Sur ce lien, voir Vacca Giuseppe, *Il marxismo e gli intellettuali*, Roma, Editori Riuniti, 1985, pp. 63-102.

16. Gramsci Antonio, « Note sul problema meridionale... », art. cité, p. 75.

17. *Ibidem*, p. 69.

18. *Idem*.

culture mais le fait que cette production culturelle entraîne l'organisation de masses de la population.

Gramsci, cependant, n'assigne pas encore à cette problématique le nom d'« hégémonie ». Cela n'advient que dans les *Cahiers*, et d'ailleurs pas immédiatement. D'un côté, dès le début de la rédaction (février 1929), le nouveau concept d'intellectuel s'appliquant à quiconque exerce des fonctions d'organisation est parfaitement défini<sup>19</sup>; d'un autre côté, la notion d'hégémonie, même si le terme n'est pas utilisé, est présente en tant que capacité d'une classe à impliquer, grâce à ses propres intellectuels, le reste de la population (en fonction subalterne) dans son propre projet<sup>20</sup>. Le modèle auquel pense Gramsci est évidemment le jacobinisme, que Machiavel avait précédé avec son idée de milice populaire et qui annonçait, à son tour, la « révolution permanente » de Marx et l'hégémonie du prolétariat de Lénine. Dans tous ces cas, l'hégémonie désigne la capacité d'une classe à universaliser ses propres revendications au cours de la lutte, en redéfinissant continûment ses propres objectifs et en conquérant ainsi un rôle de guide des forces subalternes. L'hégémonie est, en somme, la capacité de mobiliser la population en en faisant un « peuple ».

Cette conception trouvera sa formulation classique dans le Cahier 4, § 38, où Gramsci présente la phase hégémonique d'une classe sociale comme « le net passage de la pure structure aux superstructures complexes », quand se produit « non seulement l'unité économique et politique mais aussi l'unité intellectuelle et morale, sur un plan non corporatif, mais universel, d'hégémonie d'un regroupement social fondamental sur les regroupements subordonnés »<sup>21</sup>. C'est la formulation de l'hégémonie *standard* qui, comme on le voit, est énoncée dans les *Cahiers* sur la base d'une recherche qui précède l'arrestation.

Réapparaît alors le dédoublement entre pays avancés et arriérés, qui – avec l'élaboration des diverses combinaisons spécifiques entre les uns et les autres – traverse la réflexion gramscienne avant son arrestation. En effet, en notant, dans le Cahier 1, § 44, que « les intellectuels de la classe historiquement progressiste [...] finissent, en dernière analyse, [...] par créer un milieu de solidarité pour tous les intellectuels avec des liens de caractère psychologique (vanité etc.) et souvent de caste (technico-juridiques, corporatistes) », Gramsci tente d'expliquer comment il a pu arriver que, dans le *Risorgimento*, les modérés aient hégémonisé les démocrates en les empêchant d'organiser les masses populaires et en obtenant que la

révolution italienne soit uniquement menée « d'en haut ». La fonction d'« attraction » a été due, dans ce cas, non à la capacité de faire avancer la lutte en la radicalisant, mais à l'usage savant de ces liens psychologiques et « de caste » qui sont typiques de la couche intellectuelle<sup>22</sup>.

En d'autres termes, il y a une fonction intellectuelle qui est aussi progressiste et expansive (le *Risorgimento* est en effet une forme de modernisation), mais qui est à l'antithèse du jacobinisme (elle naît d'ailleurs par peur de ce dernier); elle représente la variante italienne de la grande trame du pouvoir bourgeois moderne. Cette variante explique la non-résolution de la question paysanne dans l'Italie contemporaine et, donc, sa centralité politique dans le fascisme. Ainsi la situation « arriérée » cesse d'être telle et devient au contraire le noyau générateur de cette forme de pouvoir bourgeois alternatif au modèle révolutionnaire « français » et qui, bien qu'il n'implique pas activement le peuple, n'en est pas pour autant purement réactionnaire. Au contraire, il y a en lui un élément « révolutionnaire » et « progressiste » mais de type différent et nouveau (comme on va le voir)<sup>23</sup>.

#### HÉGÉMONIE ET « QUESTION POLITIQUE DES INTELLECTUELS »

Jusqu'ici, j'ai tenté de montrer que le modèle d'hégémonie que j'ai appelé « standard » est le prolongement d'une recherche qui a débuté en 1923 avec pour objectif de traduire en langue italienne la stratégie du front unique inaugurée par Lénine en 1921, c'est-à-dire d'articuler dans une situation nouvelle la stratégie « jacobine » de la révolution « en permanence ». En revanche, la conception de l'hégémonie comme condition de lutte dans les sociétés civiles complexes, structurées et différenciées, est une variante subordonnée de ce modèle standard. Elle naît en effet, comme on l'a dit plus haut, de la nécessité d'expliquer les difficultés de la mobilisation populaire dans les pays de l'Europe centrale et occidentale et est immédiatement intégrée par Gramsci dans sa nouvelle conception des intellectuels, laquelle, à son tour, redéfinit le lien entre économie et politique en termes irréductibles à la « détermination » externe.

On a déjà vu que la réflexion sur les intellectuels dans le *Risorgimento* conduit Gramsci à ébaucher un modèle de pouvoir non pas privé d'hégémonie (jacobine) mais *alternatif* à cette dernière et lui-même « hégémonique » sur la base de la théorie standard, c'est-à-dire a) non réductible à l'exercice de la force pure (recherche du « consensus »); b) capable d'indiquer une ligne de développement concernant la société tout entière sous la

19. Gramsci Antonio, *Quaderni del carcere*, édition critique de l'Istituto Gramsci, a cura di V. Gerratana, Torino, Einaudi, 1975, Cahier 1, § 43, p. 37 (désormais : *QC* suivi du numéro de page).

20. Gramsci Antonio, Cahier 1, § 44, *QC*, p. 42.

21. Gramsci Antonio, *QC*, pp. 457-458. La construction de la phrase est complexe. Dans la version ultérieure de ce texte, Gramsci construit différemment et le sens est plus clair : « [...] non sur le plan corporatif, mais sur un plan 'universel', et en créant ainsi l'hégémonie d'un groupe social fondamental sur une série de groupes subordonnés » (Cahier 13, § 17, *QC*, p. 1584).

22. Gramsci Antonio, *QC*, p. 457.

23. Le Cahier 1, § 44 a été écrit en février-mars 1930 (pour la datation des textes des *Cahiers de prison*, voir Cospito Giuseppe, « Verso l'edizione critica e integrale dei *Quaderni del carcere* », *Studi storici*, LII, n° 4, 2011, pp. 881-904, tout particulièrement pp. 896-904). S'annonce ici la notion de révolution passive, comme le note Gramsci lui-même dans un ajout marginal (Cahier 1, § 44, *QC*, p. 41) écrit probablement en janvier-février 1932 (à l'époque du Cahier 8, § 25, *QC*, p. 957; voir également Cahier 8, § 36, *QC*, pp. 962-964).



direction d'une classe (fonction « progressiste ») ; c) correspondant à une élaboration des superstructures complexes (fonction « universalisante »). Ce qui manque dans ce second modèle, c'est le lien entre universalisme et participation de masse aux luttes pour l'émancipation. La fonction des intellectuels modérés dans le *Risorgimento* a consisté précisément à briser le lien jacobin entre lutte de masse et production de fonction hégémonique. En ce sens, leur action négative (absence de lien avec le peuple nation) doit être redéfinie en termes positifs comme une forme d'action politique<sup>24</sup>.

C'est à partir de cet aspect que la théorie standard est progressivement repensée et intégrée dans les *Cahiers*, jusqu'à donner lieu à une conception nouvelle qui n'est pas une pure et simple adaptation de l'approche « jacobine-léniniste » aux conditions de la lutte dans les sociétés civiles complexes. Cette adaptation, Gramsci l'avait déjà ébauchée dans les années précédant l'arrestation et l'affirmation définitive du fascisme, avec l'idée des superstructures comme obstacle au développement de l'antagonisme. Avec la « question des intellectuels », il apparaît qu'on ne doit pas parler d'« obstacle » – comme si on avait affaire à un « modèle pur » par rapport à des « déformations » – mais d'articulation politique.

Cette nouvelle approche appartient pleinement aux *Cahiers*, et elle n'est présente que dans ce cadre. Comme telle, elle répond à la préoccupation spécifique de comprendre la situation qui s'est créée en Europe après la guerre, la révolution et la crise de 1929. Dans certaines notes tardives (écrites entre février et juin-juillet 1933), Gramsci en viendra à reconnaître l'unité de ces faits, qu'il relie au « phénomène syndical, terme général qui recouvre divers problèmes et processus de développement d'importance et de significations diverses (parlementarisme, organisation industrielle, démocratie, libéralisme, etc.)<sup>25</sup> ». « Phénomène syndical » est donc une façon de se référer aux nouvelles conditions politiques produites par le rôle de premier plan des masses dans tous les pays européens dans la période d'après-guerre<sup>26</sup>.

Ce n'est plus à un occident démocratique et complexe, opposé à un orient autocratique et informe, que pense alors Gramsci mais à une Europe

dans laquelle le modèle corporatif avançait dans tous les pays parallèlement à la crise du parlementarisme. Les USA et l'URSS faisaient pleinement partie de ce nouvel espace : les premiers du fait de la tendance collectiviste de leur « productivisme » et de la tendance corporative et « organique » de leur politique<sup>27</sup> ; la seconde parce que, comme le fascisme italien, et avant lui, elle s'était acheminée, en supprimant le parlementarisme, vers l'expérimentation d'une nouvelle forme de représentation et de relation entre économie et politique, en organisant la population dans tous les moments de sa vie, en mobilisant toutes les énergies sociales pour mener la « guerre de position » contre le capitalisme.

Le réexamen de l'hégémonie de matrice jacobine-léniniste est à situer dans ce cadre dans lequel la désagrégation de l'« appareil hégémonique du groupe dominant [...] du fait des conséquences de la guerre dans tous les États du monde<sup>28</sup> » et l'expansion « inouïe<sup>29</sup> » des intellectuels qui en résulte rendent visible l'unité politique de la structure et de la superstructure. La « prudence » des masses et la viscosité des sociétés européennes ne peuvent plus être conçues comme une exception à la règle, mais comme une règle d'un nouveau genre, une règle constituée *par une série d'exceptions*. En effet, on est face non plus à l'opposition entre action politique et mécanisme répressif, mais à une intervention constante et toujours spécifique de la politique – dans toute une série de formes « culturelles » – à l'intérieur de la société pour produire « des transformations [...] dans les formes de vie des masses, de la vie politique jusqu'aux mœurs<sup>30</sup> ».

La théorie des intellectuels pousse en somme à annuler l'opposition entre action de l'avant-garde et structures sur lesquelles elle a une incidence, en requalifiant l'ensemble de la vie sociale comme une série différenciée d'interventions politiques, dans lesquelles il n'y a ni pure activité ni pure passivité, mais un mélange des deux, dans des formes et à des degrés divers<sup>31</sup>. Mais en même temps, la théorie des intellectuels est développée pour « poursuivre » les formes inédites d'organisation sociale qui s'annoncent dans l'Europe des années 1920. Pour le dire très synthétiquement, le couple intellectuel/culture traduit, dans les termes de la philosophie de la praxis, la notion – alors amplement annoncée par sociologues et pamphlétaires – de « société de masse ».

24. L'approche génétique que nous adoptons permet de rendre compte non seulement de la polyvalence du concept (que ne repèrent pas Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, dans leur *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics* (1985), London, Verso, 2001, pp. 65-67, qui réduisent l'hégémonie à son type « jacobin »), mais aussi du lien entre ses diverses acceptions. Joseph V. Femia (*Gramsci's Political Thought. Hegemony, Consciousness, and the Revolutionary Process*, Oxford, Oxford University Press, 1981, pp. 46-50) distingue trois acceptions d'hégémonie – « intégrale », « décadente » et « minimale » – en désignant ainsi respectivement le modèle jacobin, le modèle en crise du XX<sup>e</sup> siècle et celui du *Risorgimento*, sans pouvoir rendre compte des liens réels entre les trois modèles, c'est-à-dire sans saisir la profonde redéfinition que l'acception « minimale » – que Femia relie à juste titre à la révolution passive – connaît avec le passage de la théorie *standard* à celle qui est formulée dans les *Cahiers de prison*.

25. Gramsci Antonio, Cahier 15, § 59, *QC*, p. 1824 ; voir aussi Cahier 15, § 5, *QC*, pp. 1755-1759 et § 47, *QC*, pp. 1807-1808.

26. Sur le lien entre forme d'organisation étatique des masses et « phénomène syndical », voir Vacca Giuseppe, « La lezione del fascismo », in P. Togliatti, *Sul fascismo*, a cura di G. Vacca, Roma-Bari, Laterza, 2004, pp. XV-CLXVI. Voir aussi De Felice Franco, *Alle origini del welfare contemporaneo. L'Organizzazione internazionale del lavoro tra le due guerre (1919-1939)*, a cura di M. Santostasi, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2007 ; Paggi Leonardo, « Giacobinismo e società di massa in Gramsci », in *Il modello politico giacobino e le rivoluzioni*, a cura di M. Salvadori, N. Tranfaglia, Firenze, La Nuova Italia, 1984, pp. 223-239.

27. Gramsci Antonio, Cahier 3, § 26, *QC*, p. 307 ; Cahier 3, § 55, *QC*, p. 336 ; Cahier 3, § 68, *QC*, p. 347.

28. Gramsci Antonio, Cahier 7, § 80, *QC*, p. 912.

29. Voir l'entrée de Pasquale Voza, « *Inaudito* », in *Dizionario gramsciano 1926-1937*, a cura di G. Liguori, P. Voza, Roma, Carocci, 2009, pp. 416-417.

30. Vacca Giuseppe, « La 'questione politica degli intellettuali' e la teoria marxista dello Stato nel pensiero di Gramsci », *Lavoro critico*, II, n° 9, 1977, pp. 199-247, ici p. 210. Voir aussi Vacca Giuseppe, « Dall' 'egemonia del proletariato' all' 'egemonia civile'. Il concetto di egemonia negli scritti di Gramsci fra il 1926 e il 1935 », in *Egemonie*, a cura di A. d'Orsi, Napoli, Libreria Dante & Descartes, 2008, pp. 77-122.

31. Ce modèle épistémologique est mis au point par Gramsci dans la théorie de la « traductibilité des langages » ; voir Schirru Giancarlo, « La categoria di egemonia e il pensiero linguistico di Antonio Gramsci », in *Egemonie, op. cit.*, pp. 397-444.

## LE JACOBINISME DANS « L'ÉTAT INTÉGRAL » ET LA RELIGION

Il s'agit maintenant de voir quelles étapes scandent l'analyse des nouvelles formes d'hégémonie. Le point de départ est le modèle jacobin. En effet le « Premier cahier », écrit en 1929-1930, est dominé par le rapprochement entre jacobinisme et léninisme sous l'enseigne du « rapport ville-campagne » comme préalable à toute révolution nationale<sup>32</sup>. À ce moment-là, Gramsci oppose question sociale et question religieuse :

L'exemple de la France démontrait que les jacobins qui avaient réussi à écraser les girondins sur la question agraire et non seulement à empêcher la coalition rurale contre Paris mais à multiplier leurs adhérents dans les provinces, subirent en revanche des dommages du fait des tentatives de Robespierre pour instaurer une réforme religieuse<sup>33</sup>.

Dans ce texte, la politique est une confrontation de forces. Dans le Cahier 1, Gramsci oppose cette idée de politique à l'abstraction des constructions uniquement intellectuelles, des idéologies et, avec elles, de la religion. C'est la raison pour laquelle Machiavel peut encore, en septembre 1931, être défini comme « le premier jacobin italien<sup>34</sup> ».

Mais 1931 est aussi l'année du travail sur le Cahier 6, « le 'cahier de l'État', de son analyse directe et frontale, de la production des premiers nouveaux concepts<sup>35</sup> », en connexion avec l'étude des régimes à parti unique et post-parlementaires<sup>36</sup>. État « dans sa signification intégrale », c'est-à-dire dans une acception complète, non réductive, signifie « dictature + hégémonie »<sup>37</sup>. Il ne peut donc pas être réduit au pouvoir étatique dans le sens courant mais, dans la mesure où il comprend toute une série d'éléments « culturels », il désigne de façon tout aussi précise la constitution en État d'une force sociale qui ne s'est pas encore emparée de la *Staatsmaschinerie*<sup>38</sup>. Ainsi Gramsci peut-il noter qu'avec la « Révolution française, [...] le regroupement social, qui après l'an Mil fut la force motrice économique de l'Europe, put se présenter comme 'État' intégral,

avec toutes les forces intellectuelles et morales nécessaires et suffisantes pour organiser une société complète et parfaite<sup>39</sup> » (les guillemets indiquant que la bourgeoisie est déjà un « État » dans la société civile).

Néanmoins, si nous nous arrêtons ici, nous aurions une image de l'État intégral unilatérale, et donc non « intégrale ». Qu'une force sociale privée soit déjà capable d'être métaphoriquement un « État », ne signifie pas que l'État au sens littéral (la *Staatsmaschinerie*) demeure inchangé. Au contraire, l'État n'est pensé comme intégral que si, à la capacité de la société civile d'être déjà « État » correspond la reconnaissance des nouvelles formes d'extension de l'État-machine à l'intérieur de la société civile : formes qui ne sont ni entièrement publiques ni entièrement privées. Elles sont privées, comme l'écrit Gramsci, au sens « vulgaire<sup>40</sup> », c'est-à-dire du seul point de vue légal, juridique, mais elles sont publiques par leur réalité-efficacité. En effet, leur autorité réelle et leur capacité de « faire pression » sur la population est ce qui caractérise les instances publiques, ressenties et reconnues comme telles.

Ce phénomène advient en URSS, où le parti « ne règne ni ne gouverne juridiquement ; il a un pouvoir de fait, il exerce la fonction hégémonique et donc il équilibre des intérêts divers, dans la société civile, qui est cependant tellement mêlée à la société politique que tous les citoyens sentent qu'il règne et gouverne<sup>41</sup> ». Là, comme en Italie, le déplacement des frontières entre État et société a reçu une formalisation juridique avec l'abolition du pluripartisme et du parlementarisme. Mais un tel déplacement est présent, de fait, dans tous les phénomènes d'intervention active de l'État dans la sphère de la culture et de l'économie, pour planifier et conformer la vie des masses, phénomènes que l'on rencontre dans tous les États européens, dans la « structure massive des démocraties modernes<sup>42</sup> » et dans le « système social démocratique-bureaucratique<sup>43</sup> », qui ont élaboré « des masses imposantes » d'intellectuels qui ne sont « pas toutes justifiées par les nécessités sociales de la production, même si elles sont justifiées par les nécessités politiques du groupe fondamental dominant »<sup>44</sup> – c'est-à-dire justifiées par la nécessité d'organiser et de contrôler la population (et le fait que Gramsci parle indifféremment de « démocratie moderne » et de « système social démocratique-bureaucratique » est significatif de son indifférence envers la théorie des régimes politiques, au bénéfice d'une définition matérielle du pouvoir)<sup>45</sup>.

32. Gramsci Antonio, Cahier 1, § 43, *QC*, p. 38 : « C'est du rapport 'ville-campagne' que doit partir l'examen des forces motrices fondamentales de l'histoire italienne ».

33. Gramsci Antonio, Cahier 1, § 43, *QC*, p. 40.

34. Gramsci Antonio, Schucht Tatiana, *Lettere 1926-1935*, a cura di A. Natoli et C. Daniele, Torino, Einaudi, 1997, pp. 791-792.

35. Francioni Gianni, *L'officina gramsciana*, op. cit., p. 75.

36. Ce lien avait été bien compris par Christine Bucu-Glucksmann dans *Gramsci et l'État*, op. cit., pp. 123-134, mais les conséquences de cette acquisition étaient (à tort me semble-t-il) maintenues à l'intérieur de l'équivalence guerre de position-pays occidentaux (*ibidem*, pp. 324-325). Chantal Mouffe va dans le même sens d'une lecture de la guerre de position comme adaptée aux pays développés (« Hegemony and Ideology in Gramsci », *Gramsci and Marxist Theory*, London, Boston and Henley, Routledge and Kegan Paul, 1979, pp. 168-204, tout particulièrement pp. 197-198).

37. Gramsci Antonio, Cahier 6, § 155, *QC*, pp. 810-811. Voir Liguori Guido, « Stato-società civile », in F. Frosini, G. Liguori, *Le parole di Gramsci*, op. cit., pp. 208-226.

38. C'est un terme de Karl Marx, *Der Bürgerkrieg in Frankreich. Adresse des Generalrats der Internationalen Arbeiterassoziation*, in Marx Karl, Engels Friedrich, *Werke*, Bd. 17, Berlin, Dietz Verlag, 1962, pp. 336-337.

39. Gramsci Antonio, Cahier 6, § 10, *QC*, p. 691.

40. Gramsci Antonio, Cahier 12, § 1, *QC*, p. 1518 : « ensemble d'organismes vulgairement appelés 'privés' ». L'adverbe « vulgairement » est ajouté lors de la deuxième rédaction alors que dans la première (Cahier 4, § 49, *QC*, p. 476), les deux sphères (publique/privée) sont nettement distinguées.

41. Gramsci Antonio, Cahier 5, § 127, *QC*, p. 662.

42. Gramsci Antonio, Cahier 13, § 7, *QC*, p. 1567.

43. Gramsci Antonio, Cahier 12, § 1, *QC*, p. 1520.

44. *Idem*.

45. Sur le lien entre démocratie de masse et hégémonie, voir Portantiero Juan Carlos, *Los usos de Gramsci*, op. cit., pp. 42-59.

Si, par ailleurs, on considère la façon dont est défini le concept d'État, on peut voir clairement comment Gramsci, en partant, en octobre-novembre 1930, d'une nette opposition entre « État veilleur de nuit » et « 'État éthique' ou [...] 'État interventionniste' en général<sup>46</sup> », en arrive enfin, en décembre 1931, à supprimer la notion libérale de « veilleur de nuit », parce que « chaque État est éthique en tant qu'une de ses fonctions les plus importantes est celle d'élever la grande masse de la population à un niveau culturel et moral déterminé, niveau (ou type) qui correspond aux nécessités de développement des forces productives et donc aux intérêts des classes dominantes<sup>47</sup> ». En ajoutant, à titre d'exemple: « L'école comme fonction éducative positive et les tribunaux comme fonction éducative répressive et négative sont les activités étatiques les plus importantes en ce sens: mais, en réalité, tendent à cette fin une multiplicité d'autres initiatives et activités dites privées qui forment l'appareil de l'hégémonie politique et culturelle des classes dominantes<sup>48</sup> ».

Ce jugement date de la fin 1931. Mais déjà dans le Cahier 6 § 87, écrit entre mars et août, Gramsci avait changé radicalement son opinion sur le lien entre politique jacobine et sphère religieuse: « l'initiative jacobine de l'institution du culte de l'Être suprême » lui apparaît alors « comme une tentative pour créer une identité entre État et société civile, pour unifier dictatorialement les éléments constitutifs de l'État au sens organique et plus large (État proprement dit et société civile) dans une recherche désespérée pour tenir en main toute la vie populaire et nationale ». Et c'est précisément pourquoi cette tentative « apparaît aussi comme la première racine de l'État moderne laïc, indépendant de l'Église, qui cherche et trouve en lui-même, dans sa vie complexe, tous les éléments de sa personnalité historique »<sup>49</sup>. En somme, c'est du jacobinisme que tirent leur origine aussi bien la tendance de l'État à faire irruption dans la sphère privée que celle qui fixe la distinction entre les deux sphères. Cela signifie qu'entre les deux options demeure une continuité de fond, continuité qui existe aussi – et Gramsci insiste nettement sur ce point – entre régimes constitutionnels et fascisme. Surtout, le lien entre intellectuels, État, démocratie et masses mobilisées, en rendant indispensable le recours à la *culture* comme matière immédiatement politique, institue aussi un nouveau lien entre politique et religion, si l'on entend par cette dernière la forme de culture la plus directement liée au « sens commun » des masses populaires.

## HÉGÉMONIE, GUERRE DE POSITION, RÉVOLUTION PASSIVE

On comprend dès lors pourquoi Gramsci, dans un texte de janvier-février 1932, peut écrire: « Une partie importante du Prince moderne est la question d'une réforme intellectuelle et morale, c'est-à-dire la question religieuse ou d'une conception du monde. En ce domaine également, nous trouvons l'absence de 'jacobinisme' et la peur du 'jacobinisme' exprimées sous des formes philosophiques (dernier exemple: Benedetto Croce)<sup>50</sup> ». Ici, la notion de jacobinisme fait fusionner en elle la politique et la religion et c'est précisément pourquoi Gramsci fait recours ici, pour la première fois dans les Cahiers, à la notion sorélienne de « mythe »<sup>51</sup>. Dans un tel concept, en effet, politique et religion sont assimilées l'une à l'autre. De fait, en tant qu'il est poussé à l'action par un « mythe », un mouvement politique ne se distingue pas d'un mouvement religieux: tous deux imaginent leur propre futur « sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause<sup>52</sup> ». Ces images forment un bataillon, consolident les sentiments et les passions communes, inattaquables par la critique. Le mythe est en somme la forme concrète que prend l'unité « culturelle » entre les guides et ceux qui les suivent, les intellectuels et les masses, les gouvernants et les gouvernés.

Cette unité « religieuse » est déjà importante pour les jacobins, mais elle devient essentielle dans les démocraties « massives », c'est-à-dire celles dans lesquelles, du fait du rôle joué par les masses, l'État doit « se démocratiser » pour pouvoir contrôler la tendance de ces dernières à se donner une organisation autonome<sup>53</sup>. Dans ces conditions, l'exercice de l'hégémonie doit passer par la réarticulation concrète de ce que Gramsci, dans le Cahier 8, commence à appeler « sens commun » (dont la religion est une part importante); mais la condition de cette réarticulation est la présence d'intellectuels qui soient en contact avec les masses dans tous les lieux où leur vie se déroule. Bureaucratisation et démocratisation sont des phénomènes étroitement liés, même s'ils poussent dans des directions opposées, et la *direction* qu'une telle articulation peut prendre dépend de la façon dont le pouvoir interagit avec les représentations religieuses des masses, c'est-à-dire avec les mythes diffus (Gramsci donne l'exemple de la « nation prolétaire » comme fusion du nationalisme et du socialisme, avec une claire allusion aux fascismes)<sup>54</sup>.

50. Gramsci Antonio, Cahier 8, § 21, *QC*, p. 951.

51. Sur ce point, voir Frosini Fabio, « Luigi Russo e Georges Sorel: sulla genesi del 'moderno Principe' nei 'Quaderni del carcere' di Antonio Gramsci », *Studi storici*, LIV, n° 3, 2013, pp. 545-589.

52. Sorel Georges, *Réflexions sur la violence*, sixième édition, Paris, Rivière, 1925, p. 32.

53. Voir le Cahier 25, « Ai margini della storia » (« Storia dei gruppi sociali subalterni »), où « marginalité » ne désigne pas le décentrement social mais la difficulté à assumer une capacité propre d'initiative politique. Francioni Gianni, Frosini Fabio, « Nota introduttiva al Quaderno 25 », in Gramsci Antonio, *Quaderni del carcere. Edizione anastatica dei manoscritti*, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, vol. 18, 2009, pp. 203-211.

54. Gramsci Antonio, Cahier 1, § 58, *QC*, p. 68; Cahier 2, §§ 51-52; Cahier 6, § 129, *QC*, pp. 796-797; Cahier 6, § 144; Cahier 7, § 82, *QC*, p. 914; Cahier 9, § 4, *QC*, p. 1099; Cahier 14, § 14, *QC*, p. 1670.

46. Gramsci Antonio, Cahier 5, § 69, *QC*, p. 603.

47. Gramsci Antonio, Cahier 8, § 179, *QC*, p. 1049.

48. *Ibidem*.

49. Gramsci Antonio, *QC*, p. 763.

C'est ainsi qu'il convient de comprendre la signification que la « guerre de position » reçoit en août 1931, c'est-à-dire au moment même où Gramsci repense l'hégémonie. Fin 1930, la guerre de position devient dans les *Cahiers* le synonyme de la lutte politique dans les conditions « occidentales », mais en août 1931, pour la première fois, elle est reliée à la notion d'« hégémonie »<sup>55</sup>. Désormais, la guerre de position n'est plus typiquement occidentale, elle est devenue cette forme de lutte politique qui se déroule dans « la phase culminante de la situation politico-historique ». À quoi correspond la nécessité vitale, pour la classe dominante, de mobiliser « toutes les ressources de l'hégémonie et de l'État ». Cela

demande d'énormes sacrifices à des masses démesurées de population ; aussi une concentration inouïe de l'hégémonie est-elle nécessaire ainsi, par conséquent, qu'une forme de gouvernement plus « interventionniste » qui soit plus ouvertement offensive contre les opposants et qui organise de façon permanente « l'impossibilité » d'une désagrégation interne : [...] alors on passe à la guerre de siège, tendue, difficile, où sont requises des qualités exceptionnelles de patience et d'esprit inventif. Dans la politique, le siège est réciproque, malgré toutes les apparences, et le seul fait que le dominant doit faire étalage de toutes ses ressources démontre le cas qu'il fait de son adversaire<sup>56</sup>.

En relation avec l'hégémonie, la guerre de position, désormais pleinement émancipée de son acception géo-politique, devient une « guerre de siège ». C'était exactement la formule employée par Lénine en 1921 pour définir le passage au capitalisme d'État à l'intérieur et au front unique sur le plan international<sup>57</sup> ; et c'est en renvoyant clairement à cette prise de position que Gramsci, en avril-mai 1932, périodise l'alternance entre guerres de mouvement et de position : « À l'époque actuelle, la guerre de mouvement a eu lieu politiquement de mars 1917 à mars 1921 et elle a été suivie par une guerre de position dont le représentant, non seulement pratique (pour l'Italie) mais idéologique, pour l'Europe, est le fascisme<sup>58</sup> ». Le fascisme, qui gouverne en Italie, est donc aussi le « modèle » au niveau européen du *nouveau type* de guerre de position, et par conséquent de l'hégémonie.

« Dans l'Europe de 1789 à 1870 on a eu une guerre de mouvement (politique) dans la Révolution française et une longue guerre de position de 1815 à 1870<sup>59</sup>. » La guerre de position consista alors dans la construction de barrières (casemates, tranchées) contre l'irruption du peuple dans l'État comme contrecoup passif du jacobinisme, et l'absorption-développement-neutralisation de ce dernier trouva « sa perfection formelle dans le régime parlementaire<sup>60</sup> ». Désormais, cela n'est plus suffisant : le peuple est *déjà* dans l'État et il est nécessaire de passer du « maintien » à l'« interventionnisme », au « contre-siège ». Le corporatisme fasciste, qui se propose comme un nouveau modèle d'articulation d'économie et de politique sans intermédiaires parlementaires, « servirait comme élément de 'guerre de position' dans le domaine économique (la libre concurrence et le libre-échange correspondraient à la guerre de mouvement) international, de la même façon que la 'révolution passive' l'est dans le domaine politique<sup>61</sup> ».

Avec cette relation entre corporatisme (vs libéralisme) et révolution passive (vs jacobinisme) se conclut la recherche d'une nouvelle formule en mesure de contenir une notion d'hégémonie pour « l'époque actuelle ». Il ne s'agit pas d'une formule politiquement défensive, au contraire. Désormais, comme en 1921, l'image du « siège » marque un double passage : on passe à une lutte moins spectaculaire, plus difficile, dans des conditions contraintes ; mais aussi à une lutte plus aiguë, décisive parce que menée dans la société dans sa totalité (y compris la « culture ») et plus seulement dans certaines de ses zones particulières.

Lénine avait théorisé ce changement de terrain dans ses dernières interventions (1922-1923) dans lesquelles la notion d'« élévation culturelle » devient le point d'appui analytique et stratégique pour comprendre les possibilités de réalisation du socialisme en URSS. Mais la formule est désormais enrichie par Gramsci par l'idée de la *réciprocité* du siège. C'est là pour lui la vraie différence entre la situation soviétique et celle du monde occidental, et c'est une différence essentielle, dans la mesure où, pour que l'URSS puisse affirmer qu'elle lutte pour construire le socialisme, et qu'elle a donc les masses *à ses côtés et pas contre elle*, il faut que cette différence persiste effectivement. La comparaison entre l'URSS et l'Italie faite par Gramsci dans les *Cahiers*, en effet, repose sur la prémisse que le sens des processus politiques dans les deux situations est inversé et que donc la guerre de position n'assume la forme d'un double siège que là où « la socialisation et coopération de la production » (c'est-à-dire l'introduction de l'économie corporative) sert à maintenir les bases pour « l'appropriation

55. Cospito Giuseppe, *Il ritmo del pensiero. Per una lettura diacronica dei « Quaderni del carcere » di Gramsci*, Napoli, Bibliopolis, 2011, p. 94.

56. Gramsci Antonio, Cahier 6, § 138, *QC*, p. 802.

57. Frosini Fabio, *La religione dell'uomo moderno. Politica e verità nei Quaderni del carcere di Antonio Gramsci*, Roma, Carocci, 2010, pp. 217-218.

58. Gramsci Antonio, Cahier 10, I, § 9, *QC*, p. 1229.

59. *Idem*.

60. Gramsci Antonio, Cahier 1, § 48, *QC*, p. 58.

61. Gramsci Antonio, Cahier 10, I, § 9, *QC*, p. 1229.

tion individuelle et de groupe du profit »<sup>62</sup>. En URSS, au contraire, où il s'agit d'éliminer la division de la société en classes, la guerre de position doit susciter une « initiative individuelle<sup>63</sup> » diffuse, capable de fonder le passage du « gouvernement des fonctionnaires » à l'« autogouvernement », et d'alimenter une « politique [...] conçue comme un processus qui débouchera sur la morale, c'est-à-dire comme tendant à déboucher sur une forme de coexistence dans laquelle politique et donc morale seront toutes deux dépassées »<sup>64</sup>. La condition pour cela, évidemment, est que l'État soviétique réussisse à maintenir les masses à ses côtés et ne les pousse pas contre lui ; c'est là le seul signe crédible, pour Gramsci, du fait que le socialisme ne s'est pas transformé en un mot creux. ■

—  
42  
—

## RAPPORT PÉDAGOGIQUE ET ÉCOLE UNITAIRE DANS LA CONCEPTUALISATION GRAMSCIENNE DU POUVOIR

Par Daniel FRANDJI

Instruisez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre intelligence. Agitez-vous parce que nous aurons besoin de tout votre enthousiasme. Organisez-vous parce que nous aurons besoin de toute votre force.

(*Ordine nuovo*)

La réflexion sur l'éducation tient une place non négligeable dans le travail d'Antonio Gramsci ; l'éducation « au sens large », ou ce qu'il désigne parfois aussi comme le « rapport pédagogique ». L'école, instrument fondamental, mais non exclusif, de ce rapport pédagogique, est aussi objet d'une attention particulière. Au fil des *Cahiers de prison*, l'auteur développe une critique serrée de l'école traditionnelle italienne, de ses orientations, de son fonctionnement et surtout de ce qu'elle tend à devenir *via* le projet de réforme portée par le philosophe Giovanni Gentile, lequel est devenu ministre de l'instruction publique de Mussolini en 1922, après avoir été collaborateur de Benedetto Croce, qui avait lui-même été à la tête de ce ministère en 1920-1921. La critique est mise au service de l'élaboration d'un contre-projet, celui d'une « école unitaire » dont Gramsci détaille précisément les bases et les principes dans les *Cahiers*<sup>1</sup>.

Ce questionnement sur l'éducation est intimement lié au projet gramscien global, au problème de la culture, des intellectuels, de l'hégémonie : l'hégémonie qu'il s'agit de combattre (bourgeoise-capitaliste), le conformisme et l'obscurantisme fasciste, et celle qu'il s'agirait de construire par et pour la prise de pouvoir des groupes subalternes. À lire les analyses des *Cahiers* sur ce point, on se dit même que les questions éducatives, loin de n'être qu'un champ d'illustration, permettent d'affiner la conceptualisation du pouvoir et surtout le concept d'hégémonie qu'elles contribuent à élaborer.

1. Cet article est issu d'une communication réalisée avec Michelle Zancarini-Fournel que je tiens à remercier particulièrement. Les citations des *Cahiers* sont extraites de l'édition française dirigée par Robert Paris. Les références indiquent le numéro du cahier, celui de la note, et la page de la citation.

62. Gramsci Antonio, Cahier 10 I, § 9, *QC*, p. 1228.

63. Gramsci Antonio, Cahier 8, § 142, *QC*, pp. 1028-1029.

64. Gramsci Antonio, Cahier 6, § 79, *QC*, p. 750.

—  
43  
—